

PRESENTATION DU BUDGET DE LA FORMATION CONTINUE 2010

I – INTRODUCTION

Les missions statutaires confiées au CUEEP par l'Université de Lille 1 ont pour objectifs de contribuer de manière significative au développement de la Formation Continue et de l'Education Permanente, de réaliser des actions de formation pour les adultes et les jeunes en convention avec tous les partenaires acteurs et financeurs de la Formation Tout au Long de la Vie (FTLV). Le CUEEP se doit de favoriser le développement de la formation et de la recherche en Sciences de l'éducation, et de valoriser et diffuser le résultat de ses travaux.

Le Conseil d'Administration de l'Université a fixé des objectifs stratégiques dont la principale résultante est le retour à un équilibre financier au plus tard en 2012 en préconisant le développement d'une offre de formation restructurée et conforme aux missions de l'Université. Les organisations pédagogiques doivent prendre en compte des modèles économiques construits en maîtrisant les coûts. Le développement de partenariats tant internes qu'externes et l'adaptation de l'organisation sont des points d'appui favorisant cette démarche.

Le budget 2010 pour la formation continue est construit de manière volontariste tout en conservant vigilance et objectivité. Il ne valorise pas toutes les potentialités d'amélioration des recettes et maintient un effort, conduit depuis plusieurs années, de maîtrise des dépenses notamment de la masse salariale.

II -UN CONTEXTE EN PLEINE MUTATION, UN BON POSITIONNEMENT DU CUEEP, UNE ESTIMATION PRUDENTE DES RECETTES

2.1 CONTEXTE GENERAL

Le CUEEP dispose de compétences et d'une expérience reconnues tant au niveau régional que national dans des domaines touchant au développement et à l'innovation de la FTLV : formation et professionnalisation des acteurs de la formation, expérimentation et diffusion d'ingénieries pédagogiques en Formation Ouverte et à Distance, usages des Techniques de l'Information et de la Communication pour l'Education, professionnalisation des premiers niveaux de qualification, conseil et accompagnement des publics, organisation et gestion de dispositifs de formation générale du niveau VI (lutte contre l'illettrisme) vers le niveau IV et plus.

L'environnement socio-économique de la Formation Continue est en pleine mutation. Outre le contexte général d'une crise économique majeure, le passage quasiment systématique du mode « subvention » au mode « marché » mis en œuvre dorénavant par les commanditaires publics modifie profondément les pratiques et rend la concurrence entre organismes de formation encore plus aigüe. Nous avons maintenu notre activité en construisant et en collaborant à des partenariats complexes et innovants (réseau des GRETA, réseau associatif de l'Education Permanente, Coordination Interuniversitaire). La nouvelle loi de

la Formation Professionnelle impactera aussi à court terme la place de nombreux partenaires et le rôle de nombreux acteurs de la FTLV.

Depuis 2003 le plan de redressement du CUEEP a permis d'abord de clarifier le volume des recettes réellement recouvrables par apurements successifs et massifs, de réduire la masse salariale drastiquement, de diminuer fortement les frais de fonctionnement et le volume de vacations grâce à un effort collectif majeur de reprise des heures d'intervention des permanents dans des activités financées et d'arrêter des dispositifs déficitaires. Tout au long de l'année 2009, nous avons entamé un nouveau processus de retour à l'équilibre financier qui s'appuie sur des actions et des mesures complémentaires par rapport à la période précédente (2003 à 2008) par exemple l'augmentation systématique de nos prix d'intervention tout en veillant à préserver les volumes financiers.

La mise en œuvre d'une nouvelle organisation, achevée en juillet 2009, renforce notre capacité d'adaptation à notre environnement (territorialisation, mise en synergie des dispositifs, rationalisation des ressources engagées,...)

Nous avons su maintenir notre socle d'activités et donc de financement, malgré l'évolution de la part de nos recettes en mode marché qui passe de 55 % à 85 %. Pour la commande publique Région, la stabilisation de notre positionnement est assurée jusqu'en 2012.

Les réponses pour les marchés Etat et Région se construisent à partir de l'expérience acquise et dans un cadre partenarial dans lequel nous occupons une place reconnue.

Commencée dès 2009, la politique de développement sur des marchés nouveaux (particuliers, entreprises,...) en formation et en ingénierie pourra encore être amplifiée afin d'augmenter le volume de nos recettes.

Cette stratégie s'appuie sur un plan de communication et de démarche commerciale volontariste, une construction de partenariats pertinents et stables, sur des publics ciblés, sur notre capacité à construire des réponses pédagogiques innovantes.

Nous prendrons appui également sur les travaux du Groupe de Réflexion Stratégique en charge de la définition d'un projet porteur d'avenir pour le CUEEP.

2.2 EVOLUTION DES RECETTES PAR GRANDS SECTEURS

2.2.1 Formations générales et diplômantes universitaires

Les ressources de ce secteur s'appuient sur les activités de la Formation Générale Universitaire (dont le DAEU), du DEUST BC2E et celles du département Sciences de l'Education Formation d'Adultes (SEFA).

Pour la part des financements provenant du Conseil Régional, le mode subvention a été maintenu pour la période 2009-2012. Dans le cadre des activités du département SEFA, les accords avec les branches professionnelles génèrent une forte activité et engendrent régulièrement de nouveaux dispositifs certifiés par une Licence Pro et des Masters Pro. Ce secteur développe également de nombreuses activités ouvertes et à distance avec notamment des formations e-Learning. Un nouveau partenariat est en cours de négociation dont la conséquence financière, 50 000€ ou davantage, n'a pas été prise en compte dans le montant de 1 100 000 € présenté dans le budget 2010.

La recherche et le montage de projets communs avec les composantes et les services de l'Université doivent être poursuivis et amplifiés dans nos domaines de compétence et d'expertise tels que la participation à l'ingénierie de formation, le développement de l'alternance et la FOAD, la remédiation aux carences ponctuelles des étudiants en difficulté, et le développement de dispositifs multi-modes et multi-niveaux.

2.2.2 Formations non diplômantes, APPs, Savoirs de base et Préparatoire à l'emploi (Compétences Clés)

Le passage d'une approche pédagogique à dominante disciplinaire et académique vers une approche s'appuyant sur les Compétences Clés pour l'éducation et la formation contribue au renforcement de l'expérimentation de la formation tout au long de la vie de notre université. Définies à l'origine dans un mémorandum européen, les services d'éducation et de formation professionnelle de l'Etat et de la Région structurent dorénavant leurs préconisations et leurs appels d'offre en s'appuyant sur la démarche des Compétences Clés. Cela nous a permis de mettre en cohérence les dispositifs de formation générale, notamment en établissant des liaisons structurelles et des synergies entre tous les niveaux. L'augmentation du taux de prise en charge horaire des stagiaires (+30 % en moyenne pour un volume financier maintenu) nous permet de mettre en œuvre une réduction des volumes d'activités concernant les niveaux VI et V au profit de l'expertise, de la formation de formateurs et du développement d'ingénieries innovantes vers un public de salariés.

Les trois secteurs (APPs, Formations Non Diplômantes, Illettrisme) sont donc regroupés dans cette présentation. Le montant de 1 974 000 € s'appuie principalement sur le résultat du mode marché Conseil Régional 2009-2012 pour un montant de 1 424 000 €.

Les réponses en cours ou à venir sont intégrées dans le total selon l'état actuel de nos informations. Pour le Centre National de Formation des personnels Territoriaux (CNFPT), nous avons reconduit le volume des réalisations précédentes soit 50 000€. Pour l'Etat- Formation Professionnelle appel d'offres du marché Compétences Clés, nous avons reconduit 60% du volume financier de 2008 soit 250 000 €, ce qui constitue une hypothèse basse. Pour Pôle Emploi, qui agit dans ce cas comme commanditaire de formations, nous avons estimé notre volume d'intervention pour le lot Formations Générales porté par l'Université de Lille 1 à 250 000€. A ce volume d'autres interventions portant sur d'autres lots, dans lesquels l'Université est partenaire, pourraient s'ajouter mais nous avons choisi de ne pas les intégrer dans le budget en raison de l'état de la négociation.

2.2.3 Formations Inter et Intra

Formation Inter : il s'agit des dispositifs principalement installés dans les locaux de Lille à l'attention des particuliers, des salariés et des demandeurs d'emploi en Relations Humaines et Communication, en Anglais, en Français Langues Etrangères et en Culture Numérique, que nous regroupons sous l'intitulé **Inter** pour un volume de 900.000 €, ce qui correspond à une progression de 10% des activités. Pour développer d'avantage ce type d'activités une offre nouvelle a été organisée depuis mai 2009 dans l'ensemble des pôles du CUEEP.

Formation Intra : Cela concerne les réponses à des demandes d'entreprises. Nous maintenons ce niveau d'activités depuis quelques années. Malgré la crise économique notre ambition est de développer, comme pour l'inter, les volumes d'activités. La réorganisation et la création d'une cellule d'appui, permettant de mettre en synergie la démarche commerciale, la communication et la gestion des réponses aux appels, sont issues de cette volonté d'obtenir de nouveaux marchés. Nous regroupons ces activités sous l'intitulé **Intra** pour un volume de 900.000 € ce qui correspond à une progression de 10% des activités.

2.2.4 Ingénieries

Les secteurs Ingénierie classique et FOAD sont maintenant regroupés, le volume financier d'un montant de 300.000 € est prudent. Il est estimé sur la base d'une reconduction de notre activité de formation de formateurs et sur l'obtention de quelques marchés de volume relativement modeste comme en 2009. Les projets pluriannuels du précédent contrat de plan se sont achevés en 2007 et ne sont pas reconduits depuis. C'est en grande partie l'explication de la baisse de nos recettes depuis quelques années. Ce secteur a pu générer à son maximum d'activité un volume d'environ 700.000 € en 2005. Nous n'excluons pas la possibilité d'obtenir à nouveau des projets importants comme en fin 2008 celui du Centre de Ressources Virtuel pour la branche professionnelle Hôtellerie-Restauration (Fafih) s'appuyant sur un partenariat avec Flunch. Mais cette éventualité n'est pas intégrée dans ce prévisionnel.

Le montant des recettes prévisionnelles 2010 est égal à 5 274 000 €.

2.3 UNE ORGANISATION POUR RELEVER DE NOUVEAUX DEFIS

L'organisation en pôles d'activités, mise en place pendant le premier semestre 2009, permet de répondre à une demande structurée en fonction des besoins des territoires mais aussi en fonction des besoins des particuliers et des partenaires économiques.

Un plan de communication offensif est opérationnel depuis quelques mois en ciblant la demande des particuliers et le secteur des entreprises (catalogue des offres de formation Inter et catalogue des dispositifs).

La démarche commerciale s'est intensifiée grâce à la mobilisation de ressources humaines internes rendues disponibles grâce à la réorganisation des activités de la commande publique.

Alléger, responsabiliser, développer, donner de l'initiative, favoriser la créativité correspondent aux objectifs de cette évolution.

III – DES DEPENSES TOUJOURS MAITRISEES

3.1 LA MAITRISE DES DEPENSES SALARIALES

La masse salariale totale a baissé de 1 M€ de 2003 à 2008 (-16,9% de 5,946M€ à 4,939M€) L'application de mesures drastiques de non remplacement des départs volontaires ou en retraite (-16,8% de 4,231M€ à 3,517M€), de baisse des intervenants extérieurs (-51,5% de 1,513M€ à 0,734M€) et de maîtrise des mises à disposition (-36,6% de 0,202M€ à 0,128M€) ont permis de baisser de 1,560M€ ces dépenses mais la hausse du taux de la pension civile des postes gagés a amputé cet effort de 0,560M€. (Tableau en annexe)

Les paliers démographiques des départs en retraite constatés en 2009 et prévisibles en 2010 n'ont pas permis de maintenir la tendance à la diminution de la masse salariale, d'autant que les charges de la pension civile des postes gagés augmenteront de 15 % pendant ces deux exercices. Le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) contribue également à cette tendance. La reprise des départs non remplacés à partir de la fin de l'année 2010 puis en 2011 permettra de retrouver la tendance baissière d'avant 2009.

L'effort maintenu sur la baisse des dépenses de vacances ne doit pas avoir pour conséquence d'exclure des collaborateurs pédagogiques particulièrement motivés qui contribuent à la qualité de nos interventions grâce à un pilotage des départements pédagogiques et une formation de formateurs adaptée.

Les dépenses de mise à disposition au CUEEP de personnels d'organismes partenaires concernent le secteur de niveau V (Ateliers de Pédagogie Personnalisée). La répartition des activités entre partenaires entamée depuis 2008 sera revue régulièrement en fonction des niveaux des financements obtenus.

3.2 DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT RESSERREES

La baisse des dépenses de fonctionnement direct (-31.6% de 0,944M€ à 0.646M€) s'appuie principalement sur la diminution du nombre de nos sites d'intervention depuis 2008 (transfert de l'APP de Villeneuve d'Ascq sur le campus). Elles concerneront le site lillois avec le transfert d'activités dont celles du département SEFA sur la Cité Scientifique en 2010 et les projets d'implantation de l'APP du VNE dans le centre de Tourcoing et dans la Cité de la Formation de Roubaix en partenariat avec le GRETA Lille Métropole (passage de 3 à 2 lieux).

Les dépenses de fonctionnement indirect se composent de la contribution aux charges communes de l'établissement, de la provision DAM et de la provision pour apurement des titres de recettes. Cette dernière est en nette diminution compte tenu de la nouvelle procédure du mode d'inscription des recettes en place depuis le 1^{er} janvier 2009.

3.3 UNE MISE A JOUR DES OUTILS DE GESTION POUR UNE MEILLEURE MAITRISE DES DEPENSES

La réorganisation en pôle d'activités revisite la gestion par projets transversaux et par secteurs. Nous adaptons actuellement notre système de contrôle de gestion, suite à la mise en place de SIFAC.

Le montant des dépenses prévisionnelles 2010 est égal à 6 061 585 €.

IV – CONCLUSION

Le budget de la formation continue est présenté en déséquilibre, mais sur la base d'une estimation prudente des recettes.

V – PROJET DE BUDGET 2010

UFR 920 - INSTITUT CUEEP - PROJET DE BUDGET 2010

RECETTES	MONTANTS	DEPENSES	MONTANTS
FORMATION CONTINUE			
FORMATIONS GENERALES ET DIPLOMANTES UNIVERSITAIRES	1 100 000 €	PERSONNELS PERMANENTS	4 100 000 €
		VACATIONS SUR SALAIRES	405 000 €
		Sous total masse salariale directe	4 505 000 €
FORMATIONS NON DIPLOMANTES, APPs, SAVOIRS DE BASE et PREPARATOIRE A L'EMPLOI (COMPETENCES CLES)	1 974 000 €	VACATIONS SUR HONORAIRES	270 000 €
INTER	900 000 €	MISE A DISPOSITION DES PARTENAIRES APP	110 000 €
		TOTAL MASSE SALARIALE DIRECTE ET INDIRECTE	4 885 000 €
INTRA FORMATIONS	900 000 €	TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT	650 000 €
		Contribution de la FC aux charges communes de l'USTL	368 585 €
INTRA INGENIERIE	300 000 €	Provision D.A.M. (Division Assistance et Moyens)	38 000 €
		frais de reprographie, fournitures, carburant	
		Provisions (apurement de titres de recettes sur exercices antérieurs non recouvrables)	100 000 €
PRODUITS DIVERS	100 000 €	DEPENSES D'EQUIPEMENT (immobilisations)	20 000 €
TOTAL RECETTES FORMATION CONTINUE	5 274 000 €	TOTAL DEPENSES FORMATION CONTINUE	6 061 585 €
DEFICIT FORMATION CONTINUE	-787 585 €		
FORMATION INITIALE			
Taxe d'apprentissage	50 000 €	Taxe d'apprentissage	50 000 €
Dotation de fonctionnement	60 914 €	Dépenses sur dotation globale de fonctionnement	60 914 €
TOTAL RECETTES FORMATION INITIALE	108 914 €	TOTAL DEPENSES FORMATION INITIALE	108 914 €
RECHERCHE (au 1^{er} janvier 2010 ce budget est géré dans une Unité Budgétaire spécifique à l'établissement)			
Dotation Contrat Quadriennal TRIGONE		Dépenses sur Contrat quadriennal recherche Provision D.A.M.	
TOTAL RECETTES RECHERCHE	0 €	TOTAL DEPENSES RECHERCHE	0 €
TOTAL DES RECETTES	5 382 914 €	TOTAL DES DEPENSES	6 170 499 €
SUBVENTION D'EQUILIBRE DE L'USTL	787 585 €		

EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DU CUEEP FORMATION CONTINUE DEPUIS 2003

Exercice	2003	2004	2005	2006	2007	2008
personnel permanent	4 231 435	4 141 331	4 181 145	4 517 238	4 243 730	4 077 016
Charges nouvelles PC	0	0	0	385 000	465 000	560 000
personnel permanent sans charges nouvelles PC	4 231 435	4 141 331	4 181 145	4 132 238	3 778 730	3 517 016
vacations salariées personnel	785 507	779 013	712 910	701 940	506 903	443 347
HC FI accordées	0	0	108 605	78 414	9 000	0
Sous-total masse salariale directe	5 016 942	4 920 344	5 002 660	5 297 592	4 759 633	4 520 363
Sous-total masse salariale directe sans charges nouvelles PC	5 016 942	4 920 344	5 002 660	4 912 592	4 294 633	3 960 363
Vacations sur factures honoraires	727 000	926 962	596 504	345 000	392 005	289 865
mises à disposition	202 000	193 291	177 325	185 000	161 050	128 680
Sous-total masse salariale indirecte	929 000	1 120 253	773 829	530 000	553 055	418 545
Total masse salariale directe et indirecte	5 945 942	6 040 597	5 776 489	5 827 592	5 312 688	4 938 908
Total masse salariale directe et indirecte sans charges nouvelles PC	5 945 942	6 040 597	5 776 489	5 442 592	4 847 688	4 378 908

